

APPEL A CONTRIBUTIONS POUR UN DOSSIER SUR « L'ESS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE »

L'Afrique subsaharienne sera à l'honneur prochainement dans la RECMA, Revue internationale de l'économie sociale fondée en 1921 par Charles Gide. Au cours des dernières années, la RECMA n'a fait écho aux dynamiques de l'économie sociale et solidaire (ESS) au sud du Sahara qu'à de rares occasions : brèves, temps forts ou notes de lecture et quelques articles sur les organisations professionnelles agricoles¹, le droit coopératif OHADA² ou les mutuelles de santé³ ou la formation à l'ESS⁴. Il est temps, pour la revue presque centenaire, d'ouvrir plus largement ses pages aux expériences africaines.

En effet, parfois discréditée auprès des populations par l'instrumentalisation que de nombreux Etats en ont fait après les indépendances⁵, l'ESS puise dans de nombreuses valeurs souvent réaffirmées en Afrique : partage, confiance, économie symbolique. Beaucoup sont entretenues par de nombreuses formes d'organisations informelles dans la vie sociale ou l'économie (tontines, *Kilé* en Guinée, *Fada* au Niger, *Fonkonolona* à Madagascar, etc.).

Relancée dans le contexte des programmes d'ajustement structurel, l'ESS a parfois été qualifiée de deuxième économie du sous-continent africain⁶. Elle semble cependant sujette à relégation dans la plupart des visions de développement centrées sur l'émergence économique que les élites africaines et les institutions internationales adoptent depuis quelques années. Interrogée comme « phénomène bureaucratique » par certains⁷, les organisations de l'ESS soumises, en Afrique sans doute plus qu'ailleurs, à une « modernisation insécurisée »⁸ jouent-elles un rôle en appui aux formes, parfois discrètes, de « mobilisation à bas bruit » observées dans la sous-région⁹ ?

A terme, la dimension collective est-elle condamnée à disparaître derrière la figure de l'entrepreneur social qui émerge des nouvelles réponses aux enjeux sociétaux et défis environnementaux qui menacent le sous-continent ? L'interrogation¹⁰ est issue du risque de confusion observé à l'occasion du forum *Pact for Impact* qui entend faire de l'innovation sociale une priorité mondiale¹¹. Elle fait également écho à l'actualité qu'en donnent certains gouvernements dans une politique sociale sous surveillance, voire dans leur diplomatie régionale comme l'illustre l'annonce par la Secrétaire d'Etat en charge de l'ESS de la tenue au Maroc en 2020 du premier Forum africain de l'économie sociale et solidaire alors que l'ESS est au cœur d'accords de coopération « sud-sud » entre le Maroc et différents pays africains.

¹ MEES M., MOREL D., DIOP P. A. : « Les organisations paysannes, un nouvel acteur des politiques agricoles en Afrique de l'Ouest ? », *Recma* n° 352, avril 2019, p 110-119.

² Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires, n°320, 2011

³ AWOMO NDONGO J. C., « Emergence des mutuelles de santé au Cameroun », *RECMA* n°336, avril 2015, p 23-36.

⁴ Voir les deux articles issus des Rencontres du RIUESS de 2017 tenues à Marrakech et publiés dans le n°348 en 2018. ZETT J.B. & KABORE T. J. O. : « Former des cadres dans un contexte de pauvreté : étude d'une formation universitaire en économie sociale au Burkina Faso » et NDOLY C. A. : « Renouer avec l'idéal démocratique dans les coopératives ivoiriennes grâce à la formation ».

⁵ Pour les coopératives, voir D. GENTIL, *Les mouvements coopératifs en Afrique de l'Ouest*, LHarmattan, 1986.

⁶ Voir FALL A. S. et GUEYE C., *Derem ak ngerem Le franc, la grâce et la reconnaissance, Les ressorts d'une économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest*, Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Série Recherche no. 26, Université du Québec en Outaouais, publié dans la *Revue du MAUSS*, 2003/1 n°21, pp. 97-112.

⁷ Appel à communication de la Revue de sciences sociales *Emulations* de l'UCL Louvain, Belgique.

⁸ LAVIGNE-DELVILLE Ph., 2018 : « faire vivre une ONG au Niger, entre précarité des ressources financières et instabilité des ressources humaines », *RECMA*, n°349

⁹ Voir l'appel à communication du colloque de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) à Dakar (18-20 décembre 2019) : « Mobilisations « à bas bruits » : De nouvelles promesses de changement ? ».

¹⁰ <https://blogs.alternatives-economiques.fr/abherve>.

¹¹ <https://pact-for-impact.org>

Ces questionnements justifient, après l'Amérique latine, l'Asie de l'Est et le Maghreb, la volonté de la RECMA de réunir dans un dossier six articles illustrant le dynamisme, la diversité et les enjeux des expériences coopératives, associatives ou mutualistes dans différentes régions de l'Afrique subsaharienne. Une attention particulière sera apportée à l'analyse critique des expériences en cours, aux débats qui accompagnent l'ESS, mais également aux approches comparatives et à la mise en perspective des cas étudiés.

Le dossier s'efforcera d'équilibrer les différentes approches disciplinaires du phénomène (économie, droit, sociologie, anthropologie, histoire, géographie, sciences politiques) et privilégiera les travaux originaux et proches des pratiques de l'ESS sur le terrain.

Propositions et articles peuvent être rédigés en français ou en anglais. Tous les articles seront ensuite traduits pour une publication en français, prévue en juillet 2021.

La coordination du dossier sera assurée par Patricia Toucas-Truyen et François Doligez.

Les chercheurs sont invités à adresser leur projet d'article aux coordinateurs du dossier, patricia.toucas@gmail.com et f.doligez@iram-fr.org avant le 1^{er} juin 2020. Ces propositions (3000 signes espaces inclus max.) devront être accompagnées d'une brève présentation de l'auteur. Pour les propositions acceptées, les articles complets (40 000 signes max., notes, résumé et bibliographie inclus) devront être remis avant le 31 octobre 2020. Ils seront alors évalués par deux référés anonymes sélectionnés par la revue.

François Doligez et Patricia Toucas-Truyen